

N° 2022-09/18



REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE BIARRITZ

DEPARTEMENT DES PYRENEES ATLANTIQUES

Arrondissement de BAYONNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30 Septembre 2022

L'an deux mille vingt-deux et le 30 septembre,
le Conseil Municipal de la Ville de Biarritz, régulièrement convoqué, est réuni au lieu habituel de ses séances,
sous la présidence de Madame Maider AROSTEGUY, Maire.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Paul RODRIGUES REIS

PRESENTS : Mme Maider AROSTEGUY (Maire), M. Edouard CHAZOUILLERES, Mme Anne PINATEL, M. Richard TARDITS, Mme Maud CASCINO, Mme Patricia POURVAHAB, M. Michel LABORDE, Mme Stéphanie GRAVE, M. Mathieu KAYSER à partir de la question 4, Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS jusqu'à la question 23, M. Xavier DELANNE, (Adjoints au Maire), Mme Géraldine VERGET présente de la question 4 à 17 et de la 19 à 27, M. Eric QUATRE VIEUX, Mme Elena BIDEgain à partir de la question 4, M. Gérard COURCELLES, M. Sébastien MENARD, M. Paul RODRIGUES-REIS, Mme Christelle RODET, Mme Françoise FORSANS, Mme Muriel DUBOIS-VIZIOZ, M. Didier BARBERTEGUY, M. Guillaume BARUCQ présent jusqu'à la question 11, Mme Lysiann BRAO, Mme Corine MARTINEAU, M. Brice MORIN, Mme Nathalie MOTSCH de la question 2 à 16, M. Sébastien CARRERE, M. Patrick DESTIZON (Conseillers Municipaux).

ABSENTS REPRESENTES PAR POUVOIR : M. Adrien BOUDOUSSE (M. CHAZOUILLERES) - Mme Martine VALS (Mme M. AROSTEGUY sauf la question 18) - M. Fabrice Sébastien BACH (Mme CASCINO) - M. Mathieu KAYSER jusqu'à la question 3 (M. M. LABORDE) – Mme Anne Cécile DURAND PURVIS à partir de la question 24, Mme Géraldine VERGET jusqu'à la question 3, absente à la question 18, puis à partir de la question 28 (Mme F. FORSANS) - Mme Valérie SUDAROVICH (M. P. RODRIGUES REIS) - Mme Elena BIDEgain jusqu'à la question 3 (Mme P. POURVAHAB) – Mme Morane PINAUD BOSQUE (Mme M DUBOIS VIZIOZ) – M. Louis. BODIN (Mme A. PINATEL) – M. Guillaume BARUCQ à partir de la question 12 (Mme L. BRAO) - M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE (Mme C. MARTINEAU) – Mme Nathalie MOTSCH question 1 et à partir de la question 17 (M. Sébastien CARRERE)

Règlement Local de Publicité Intercommunal

Validation suite l'approbation par la Communauté d'Agglomération Pays Basque

Madame CASCINO présente le rapport suivant :

Mes Chers Collègues,

Le contexte institutionnel :

Préalablement à la création de la Communauté d'Agglomération Pays basque (CAPB), la Communauté d'agglomération Côte basque Adour a engagé la prescription de l'élaboration du Règlement local de

publicité intercommunal (RLPI) à l'échelle de ses 5 communes membres (Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart et Boucau) par délibération en date du 28 septembre 2016.

Par délibération du 18 décembre 2021, le Conseil communautaire de la CAPB a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de RLPI Côte basque Adour.

En raison de la caducité des RLP communaux fixée au 13 juillet 2022 par l'article L 581-14-3 du Code de l'environnement, la phase administrative de la procédure d'élaboration du RLPI Côte basque Adour s'est tenue dans un calendrier très restreint afin de parvenir à une approbation en Conseil communautaire du 9 juillet 2022.

La phase administrative s'est déroulée comme suit :

- Consultation des Personnes publiques associées de janvier à avril 2022,
- Enquête publique du 25 avril au 25 mai 2022,
- Remise du rapport et des conclusions du Commissaire-enquêteur le 23 juin 2022,
- Réunion de la Conférence intercommunale des maires le 29 juin 2022,

Afin de satisfaire aux modalités de collaboration définies par délibération du Conseil communautaire du 19 juin 2021, et à défaut d'avoir pu être examiné avant approbation compte tenu de la date de restitution du rapport du Commissaire-enquêteur, le projet de RLPI Côte basque Adour est aujourd'hui soumis à l'examen du Conseil municipal.

Le projet de RLPI arrêté

Le projet de RLPI Côte Basque Adour a été validé par le Conseil Municipal le 17 décembre 2021 puis arrêté par une délibération du conseil communautaire de la CAPB du 18 décembre 2021. Le projet de RLPI ainsi arrêté est constitué du rapport de présentation, du règlement et des annexes.

Les consultations sur le projet de RLPI arrêté

Le projet de RLPI a été notifié pour avis aux personnes publiques associées (PPA)

Un tableau, joint en annexe de la présente délibération, expose de manière synthétique les avis des PPA sur le projet de RLPI arrêté, ainsi que la manière dont ils sont pris en compte.

L'enquête publique sur le projet de RLPI arrêté

Déroulement de l'enquête publique :

Conformément aux dispositions combinées du Code de l'environnement et du Code de l'urbanisme, le Président de la Communauté d'Agglomération a, par arrêté du 1er avril 2022, soumis le projet de RLPI Côte Basque Adour à enquête publique du lundi 25 avril 2022 au mercredi 25 mai 2022 inclus.

Madame Françoise LACON-VILLENAVE, a été désignée en qualité de Commissaire-enquêteur par décision de la Présidente du Tribunal Administratif de Pau du 23 mars 2022.

Le public a pu formuler ses observations par écrit sur les registres papier mis à sa disposition au siège de la Communauté d'agglomération du Pays Basque ainsi que dans les mairies des 5 communes concernées par le projet (Bayonne, Biarritz, Anglet, Boucau, Bidart). Ce registre a été mis à disposition du public dans les bureaux de « Allo Madame Le Maire » durant toute la durée de l'enquête publique.

Le public a également pu envoyer un courrier par voie postale à la Commissaire-enquêteur ou encore formuler ses observations sur un registre dématérialisé sécurisé et accessible. Un accès gratuit au dossier d'enquête publique et au registre dématérialisé a été garanti par la mise à disposition d'un ordinateur dans les mairies concernées et au siège de la Communauté d'agglomération du Pays Basque.

Rapport et conclusions du Commissaire-enquêteur :

Le commissaire-enquêteur a dénombré 49 contributions sur le registre dématérialisé qui a comptabilisé 1 445 visites :

- 5 contributions déposées par 4 professionnels de la publicité ;
- 1 contribution déposée par le collectif Stop Pub Pays Basque ;
- 43 autres contributions déposées par des particuliers

3 lettres recommandées de professionnels ont été adressées au commissaire-enquêteur et 3 personnes se sont rendues en permanence.

Conformément à la procédure, le commissaire-enquêteur a remis le procès-verbal des observations le 1er juin 2022. Le mémoire en réponse de la CAPB a été remis le 9 juin 2022.

Le commissaire-enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 23 juin 2022.

Dans ses conclusions motivées du 23 juin 2022, le commissaire-enquêteur relève que le dossier d'enquête publique est conforme à la réglementation et à la procédure d'enquête publique et émet un avis favorable au projet de RLPI Côte Basque-Adour assorti de 4 réserves et 3 recommandations exposées ci-dessous :

- Réserve n°1 : plan de zonage, les parcelles cadastrées sur la commune de Biarritz, section AN n°16, 17 et 30 ;
- Réserve n°2 : règlement : retirer dans les articles 2a.9 et 2b.9 « à celles relatives à des manifestations culturelles ou sportives » ;
- Réserve n°3 : rajouter dans les articles 1.2, 1.12, 2.a2 et 2a.12, 2b.2 et 2b.12 :
« L'UDAP, auquel les projets sont soumis en espaces protégés et à enjeux, interdit les dispositifs publicitaires et enseignes constitués de néon ou de LED. » ;
- Réserve n°4 : Effectuer toutes les demandes que la CAPB s'est engagée à prendre en compte dans le mémoire en réponse au PV de synthèse ;
- Recommandation n° 1 : réalisation d'une étude relative à l'extinction de l'éclairage des abris voyageurs en dehors des heures de service des transports collectifs ou à une limitation de l'éclairage des abris au seul plafonnier de l'abri et à l'extinction des caissons publicitaires lors du renouvellement ou des avenants du contrat de mobilier urbain ;
- Recommandation n° 2 : pour l'élaboration du futur RLPI Pays Basque, invitation à la vigilance concernant les exemples de simulation choisis ;
- Recommandation n°3 : des illustrations dans le règlement permettraient d'appréhender plus facilement les règles par zone ainsi que les modifications apportées par rapport aux RLP existants.

La CAPB a pris en compte ces réserves et recommandations de la manière suivante :

- Réserve n°1 : les parcelles cadastrées AN n°16, 17 et 30 ont été intégrées à la zone 4 ;
- Réserve n°2 : La locution mentionnée a été retirée. Les articles 2a.9 et 2b.9 ont été réécrits : "La publicité sur bâches est interdite sauf lorsqu'elle est liée à des manifestations temporaires. »

- Réserve n°3 : La phrase mentionnée a été insérée dans le rapport de présentation (pages 105). La politique actuelle de l'UDAP pouvant évoluer, cette phrase ne peut pas être intégrée dans un règlement qui a vocation à perdurer.
- Réserve n°4 : tous les engagements pris dans le mémoire en réponse de la CAPB ont été intégrés dans le dossier de RLPI annexé à la présente délibération ;
- Recommandation n° 1 : la CAPB a pris bonne note de cette recommandation pour l'élaboration du futur RLPI à l'échelle de la CAPB ;
- Recommandation n° 2 : la CAPB a pris bonne note de cette recommandation pour l'élaboration du futur RLPI à l'échelle de la CAPB ;
- Recommandation n°3 : la CAPB a pris bonne note de cette recommandation pour l'élaboration du futur RLPI à l'échelle de la CAPB

Présentation du RLPI approuvé

Le RLPI, joint en annexe de la présente délibération (annexe 2), est constitué du rapport de présentation, du règlement, du plan de zonage et des annexes.

En considération des avis recueillis, des observations formulées à l'enquête publique et des conclusions du Commissaire-enquêteur, le dossier de RLPI a évolué.

Un tableau, joint en annexe de la présente délibération, expose de manière synthétique les observations issues des PPA et de l'enquête publique qui ont été prises en compte. (annexe 1).

Ces ajustements, tant par leur nombre que par leur portée juridique, ne sont pas de nature à porter atteinte à l'économie générale du projet de RLPI.

Application du RLPI

Le RLPI est entré en vigueur après l'accomplissement des formalités de publicité requises. Il se substitue au RLP existant. Les dispositifs publicitaires installés antérieurement et qui ne respectent pas ces prescriptions devront s'y conformer dans un délai de 2 ans. Les enseignes non conformes devront être mises en conformité dans un délai de 6 ans.

Conformément aux dispositions de l'article L 581-14-1 du Code de l'environnement, le RLPI approuvé sera annexé aux PLU des communes concernées. Le dossier est consultable en version numérique sur le site de la Communauté d'agglomération Pays basque et en version papier au siège de la Communauté d'agglomération Pays basque ainsi que dans les 5 communes d'Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart et Boucau.

Compte tenu de ces éléments, je vous propose :

- de valider le Règlement local de publicité intercommunal Côte Basque Adour

ADOpte

27 voix pour

7 contre

Madame VALS ne participe pas au vote

Mesdames BRAO, MARTINEAU, MOTSCH, Messieurs BARUCQ, MORIN, DUSSAUSOIS-LARRALDE,
CARRERE votent contre

Fait et délibéré en séance les mêmes jours, mois et an que dessus, le présent extrait
Certifié conforme au registre
Biarritz, le 30 Septembre 2022

Le Maire

